

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/VAL/W/137
14 octobre 2004

(04-4326)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 22 DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

Questions des États-Unis concernant la législation chinoise relative à l'évaluation en douane

La communication ci-après, datée du 8 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

Pour plus de commodité, les États-Unis présentent dans un seul document les questions en suspens ci-après concernant les notifications de la Chine au titre de l'article 22 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Ces questions ont été précédemment communiquées par les États-Unis dans les documents G/VAL/W/134 et G/VAL/W/127. Lorsqu'il y avait lieu, certaines questions ont été supprimées ou mises à jour pour refléter la notification de la Chine de juin 2004 relative à ses réglementations (G/VAL/N/1/CHN/4).

1. Notification par la Chine de ses législations d'application (G/VAL/N/1/CHN/1)

La définition de l'expression "prix effectivement payé ou à payer" dans le Décret n° 95 diffère de celle que contient l'Accord de l'OMC. D'après l'article 41 du Décret n° 95, le "prix effectivement payé ou à payer" s'entend du paiement total, en tant que condition attachée à la vente des marchandises importées par le vendeur, effectué ou à effectuer, directement ou indirectement, par l'acheteur au vendeur ou au bénéfice de celui-ci à un tiers". Dans la Note relative à l'article premier de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, l'expression "prix effectivement payé ou à payer" est définie comme "le paiement total effectué ou à effectuer par l'acheteur au vendeur, ou au bénéfice de celui-ci, pour les marchandises importées". La notion de "prix effectivement payé ou à payer" est l'un des fondements de la valeur transactionnelle. Nous demandons à la Chine d'incorporer la définition figurant dans l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane dans toutes les lois et réglementations pertinentes, ou d'expliquer pourquoi la définition de l'article 41 n'est pas compatible avec la définition figurant dans l'Accord sur l'évaluation en douane.

2. Parties liées – Critère des circonstances de la vente

Le Décret ne reproduit pas la teneur de l'article 1:2 ni des notes interprétatives correspondantes de l'Accord sur l'évaluation en douane. Il ne se réfère pas au critère des circonstances de la vente ni à la manière dont il doit être appliqué. L'article 6 indique simplement que, lorsque le vendeur et l'acheteur sont liés au sens de l'article 42, la valeur transactionnelle doit être acceptée dès lors que l'administration douanière estime que la relation n'a pas influé sur le prix. Nous

notons que le règlement notifié dans le document G/VAL/N/1/CHN/4 ne traite pas de cette question. Il n'y a pas d'explication quant au critère des "circonstances de la vente". Il n'est pas non plus fait mention de l'autre méthode indiquée à l'article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane pour démontrer que la valeur transactionnelle est acceptable (à savoir qu'elle est très proche de certaines valeurs en douane précédemment acceptées). Veuillez indiquer de quelle façon les dispositions de l'article 1:2 de l'Accord sur l'évaluation en douane seront mises en œuvre.

Les marchandises identiques et similaires visées par le Décret ne sont pas les mêmes que dans l'Accord. Alors que l'article 15 de l'Accord dispose que les marchandises ne seront considérées comme "marchandises identiques" ou "marchandises similaires" que si elles ont été produites dans le même pays que les marchandises à évaluer, l'article 41 du Décret définit les "marchandises identiques" et les "marchandises similaires" comme des marchandises ayant des caractéristiques spécifiées produites dans le même pays ou la même région. Nous souhaitons une explication et demandons la suppression de la référence à la "région".

Les Notes interprétatives relatives à l'article 5 de l'Accord sur l'évaluation en douane précisent que la déduction pour les bénéfices et les frais généraux devrait être considérée comme un tout et déterminée sur la base des renseignements fournis par l'importateur, à moins que les chiffres de l'importateur ne soient incompatibles avec ceux qui correspondent normalement aux ventes de marchandises importées de la même nature ou de la même espèce dans le pays d'importation. Le Décret ne contient aucune disposition de ce genre. Nous souhaitons une explication concernant cette situation et demandons à la Chine de faire en sorte que cette disposition soit ajoutée dans sa législation et ses réglementations.

L'article 10 du Décret dispose qu'un élément de la valeur calculée est un "montant pour les bénéfices et frais généraux égal à celui qui correspond normalement aux ventes de marchandises de la même espèce ou de la même nature que les marchandises à évaluer". Toutefois, il manque dans la législation chinoise une disposition figurant dans la Note interprétative relative à l'article 6 de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, à savoir que le montant pour les bénéfices et frais généraux doit être considéré comme un tout et déterminé sur la base des renseignements fournis par le producteur ou en son nom, à moins que les chiffres qu'il communique ne soient incompatibles "avec ceux qui correspondent normalement aux ventes de marchandises de la même espèce ou de la même nature". Veuillez fournir de plus amples renseignements à cet égard, en expliquant l'absence de ce type de disposition.

Même si la Chine indique, dans sa réponse à la liste de questions de l'OMC, que la Banque populaire de Chine publie le taux de change officiel, elle ne précise pas si le taux de conversion est celui qui est en vigueur au moment de l'exportation ou de l'importation, ainsi que le spécifie l'article 9 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Bien que l'article 22 du règlement notifié traite de la conversion des devises, il n'indique pas si le taux applicable est celui en vigueur au moment de l'exportation ou de l'importation. Veuillez fournir des renseignements additionnels à cet égard.

L'article 39 du Décret indique que l'importateur ou l'exportateur qui n'accepte pas la décision de l'Administration des douanes concernant l'évaluation en douane peut interjeter appel conformément aux dispositions pertinentes de la *Loi douanière* ou du *Règlement sur les droits d'exportation et d'importation de la République populaire de Chine*. Nous notons que l'article 64 du règlement notifié prévoit le droit de faire appel de la détermination de la valeur en douane auprès du tribunal populaire. Veuillez indiquer quelle disposition prévoit que l'appel n'entraîne aucune pénalité et que l'appelant recevra un avis par écrit de la décision, comme l'exige l'article 11 de l'Accord sur l'évaluation en douane.

L'article 37 du Décret dispose que, lorsque l'Administration des douanes décide qu'il y a lieu de reporter l'évaluation, l'importateur (ou l'exportateur) peut, après avoir fourni une garantie

conformément au règlement pertinent, demander que les marchandises soient mises en libre pratique. Le règlement notifié ne tient pas compte des prescriptions de l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane. Veuillez fournir des renseignements sur le fonctionnement spécifique de la procédure pour être en conformité avec l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane, et indiquer si ce point sera prévu dans la législation ou la réglementation.

En outre, nous demandons à la Chine de fournir des renseignements sur les "garanties suffisantes". Aux termes de l'article 66, "[l]orsque l'importateur ou l'exportateur demandera à l'Administration des douanes de mettre les marchandises en libre pratique avant qu'il ait été procédé à la détermination de leur classification ou de leur valeur en douane, que les documents de déclaration aient été effectivement présentés ou que d'autres formalités douanières aient été accomplies, l'Administration des douanes mettra les marchandises en libre pratique moyennant une garantie fournie par l'importateur ou l'exportateur qui soit compatible avec son obligation juridique au regard de la loi". Or, rien n'indique ce que sont de telles obligations juridiques ni comment est fixé le montant de la garantie. L'article 66 énonce deux exceptions pour la mise en libre pratique des marchandises, auxquelles s'ajoute une exception supplémentaire pour "d'autres circonstances qui ont été prévues par la législation et les règlements administratifs". Il est demandé à la Chine de fournir davantage de renseignements, y compris ses lois et règlements applicables, sur la façon dont le montant de la garantie est déterminé et sur la portée de ces exceptions. Le règlement notifié ne traite pas de ces questions.

Aux termes de l'article 14 de l'Accord sur l'évaluation en douane, les notes interprétatives font partie intégrante de l'Accord. Bien que, dans ses réponses à la liste de questions, la Chine indique que les notes interprétatives de l'Accord ont été incorporées dans les chapitres 2 et 8 du Décret, ces chapitres n'en contiennent que quelques-unes. Par exemple, la plupart des Notes interprétatives relatives aux articles 1^{er}, 5, 6, 7 et 8 ne sont pas reprises. Nous demandons à la Chine de veiller à ce que toutes les notes interprétatives soient incorporées dans ses lois et règlements.

Le Décret ne contient pas les dispositions de l'article 15:2 c) concernant la portée des expressions "marchandises identiques" et "marchandises similaires". Nous demandons à la Chine de remédier à cette divergence.

Le Décret ne reprend pas l'article 15:3 se rapportant à la définition des marchandises de la même nature ou de la même espèce. Nous demandons à la Chine de remédier à cette divergence.

Nous demandons une clarification de l'article 19 du Décret. Quel est le champ d'application de cet article? Veuillez expliquer la formule.

L'article 21 du règlement notifié dispose que "lorsque la valeur transactionnelle des marchandises importées n'est pas compatible avec les conditions énoncées au paragraphe 2 de l'article 18 du présent règlement, ou lorsqu'il est impossible de déterminer la valeur transactionnelle, les autorités douanières ...". Veuillez expliquer ce qui est entendu par l'expression "il est impossible de déterminer la valeur transactionnelle", en donnant des exemples spécifiques de telles situations.

3. Document G/VAL/N/1/CHN/3 relatif à la "réglementation douanière de la République populaire de Chine concernant la détermination de la valeur en douane compte tenu des redevances et droits de licence relatifs aux marchandises importées"

L'article 3 dispose que "les redevances et droits de licence seront ajoutés à la valeur en douane des marchandises importées à condition que ces versements remplissent les deux conditions suivantes ...". Cette disposition ne couvre pas les cas où la redevance ou le droit de licence est déjà inclus dans le prix. Cette situation est-elle prévue ailleurs?

L'article 4 dispose que les redevances et droits de licence visés par les dispositions des articles 5 à 8 *seront réputés* se rapporter aux marchandises importées. Cela signifie-t-il qu'un importateur ne pourrait pas présenter d'éléments de preuve indiquant que dans les circonstances particulières considérées, les redevances et droits de licence ne se rapportent pas aux marchandises importées?

L'article 5 concerne les redevances et droits de licence versés au titre des droits afférents à un brevet ou un savoir-faire. Le paragraphe 2 de cet article dispose que lorsqu'un brevet ou un savoir-faire est importé sous la forme de bandes et disques magnétiques, de CD ou d'autres supports analogues, qu'ils aient été téléchargés depuis le réseau ou transmis par satellite, il sera réputé se rapporter aux marchandises importées au sens des dispositions ci-dessus. Nous souhaiterions des explications supplémentaires sur cette disposition. Comment déterminera-t-on si ce support est lié aux catégories de marchandises énumérées au premier paragraphe de l'article 5?

Aux termes de l'article 6, les redevances et droits de licence versés au titre du droit afférent à une marque seraient réputés se rapporter aux marchandises importées lorsque la marque est apposée *après l'importation*. Nous souhaiterions des explications supplémentaires sur cette disposition. Comment traiteriez-vous les cas où des marchandises importées sont assemblées et/ou transformées en Chine et la marque est apposée sur les marchandises assemblées ou transformées?

Les articles 5 et 7 se réfèrent tous deux aux logiciels importés. Comment ces dispositions sont-elles liées à l'application par la Chine de la Décision 4.1 du Comité de l'évaluation en douane de l'OMC? Nous sommes quelque peu préoccupés à l'idée que ces dispositions puissent être utilisées pour contourner cette décision.

Il est fait référence dans les articles 6 et 8 à une transformation mineure. Cette expression est définie à l'article 15 et inclut l'assemblage primaire. Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est l'assemblage primaire?

Le champ d'application de l'article 11 est très vaste. Pour quelle raison est-il exigé des importateurs qu'ils déclarent les redevances et droits de licence versés sous quelque forme que ce soit? Que peut faire l'importateur lorsqu'il n'est pas possible de fournir des données objectives et quantifiables au moment de l'entrée des marchandises? Cela exposerait-il l'importateur à d'éventuelles sanctions pénales au titre de l'article 14?

Dans quels cas une violation de la réglementation sur les redevances constituerait-elle une infraction pénale au sens de l'article 14?

La Chine peut-elle citer dans sa réglementation ou les lignes directrices de sa politique des exemples de redevances versées qui ne seraient pas incluses dans la valeur en douane?
